



GAMBIE : L'EX-PRESIDENT YAHYA JAMMEH IMPLIQUÉ DANS LE MEURTRE DE MIGRANTS

Des organisations ghanéennes demandent l'ouverture de poursuites contre l'ancien président gambien. Il pourrait être contraint de s'expliquer sur la disparition de plus de cinquante migrants ghanéens, nigériens, ivoiriens et sénégalais en 2005.

Une unité paramilitaire contrôlée par l'ancien président gambien, Yahya Jammeh, a exécuté sommairement plus de cinquante migrants originaires du Ghana, du Nigeria et d'autres pays d'Afrique de l'Ouest en juillet 2005, ont révélé aujourd'hui Human Rights Watch et TRIAL International.

Martin Kyere, l'unique survivant ghanéen connu ainsi que les familles de disparus, des parents d'un autre Ghanéen tué sous le régime de Jammeh, [Saul N'dow](#), et des organisations ghanéennes de défense des droits humains, ont appelé le 16 mai 2018 leur gouvernement à ouvrir une enquête sur la base de nouveaux éléments de preuve. Celle-ci pourrait déboucher sur une demande d'extradition de Jammeh au Ghana afin qu'il y soit traduit en justice.

DES SOURCES AU PLUS PRÈS DES ÉVÉNEMENTS

Parmi les insiders interrogés par TRIAL International et Human Rights Watch, figurent certains des plus hauts gradés de la sécurité du régime gambien de l'époque. Plusieurs responsables présents au moment de l'arrestation, de la mise en détention et du transfert des migrants, ont été interrogés. Ces entretiens ont permis d'identifier les «Junglers», une unité tristement célèbre qui recevait ses ordres directement de l'ex-président, comme étant les auteurs de ces meurtres. Deux d'entre eux qui ont participé au camouflage du crime, ainsi qu'un autre membre des forces de sécurité qui a assisté aux assassinats, ont aussi été entendus.

Selon les renseignements donnés par les témoins, les migrants qui faisaient route vers l'Europe ont été transférés de la plage sur laquelle ils avaient été arrêtés au quartier-général de la Marine gambienne, en présence de nombreux officiels des forces de sécurité, parmi lesquels le directeur général de l'Agence nationale de renseignement (National Intelligence Agency, NIA) et le commandant de la garde nationale, tous deux en contact téléphonique avec le président. Plusieurs « Junglers » étaient en outre sur place. En l'espace d'une semaine, ceux-ci ont exécuté sommairement huit migrants près de la capitale Banjul et les autres le long de la frontière sénégalaise.

Ces nouveaux éléments de preuve réfutent les conclusions d'un [rapport conjoint](#) de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Nations Unies (ONU). Ce rapport, qui n'a jamais été rendu public, concluait que le gouvernement gambien n'était pas « impliqué directement ou indirectement » dans les assassinats et les disparitions et que des « éléments incontrôlés » au sein des services de sécurité gambiens, « agissant pour leur propre compte », en étaient responsables.

« Ces migrants ouest-africains n'ont pas été assassinés par des éléments incontrôlés mais par un escadron de la mort qui recevait ses ordres directement du président Jammeh », a déclaré [Reed Brody](#), conseiller juridique à Human Rights Watch. « Les subordonnés de Jammeh ont ensuite détruit des éléments de preuve essentiels, afin d'empêcher les enquêteurs internationaux de découvrir la vérité. »

LE SURVIVANT RACONTE

Martin Kyere a été détenu dans un poste de police de Banjul, puis emmené dans une forêt à bord d'un véhicule. En février 2018, il a expliqué à Human Rights Watch et à TRIAL International comment il a réussi à s'échapper, juste avant que d'autres migrants soient apparemment assassinés.

« Nous étions à l'arrière d'un pick-up », a-t-il témoigné. « Un homme s'est plaint du fait que les fils métalliques qui nous entravaient étaient trop serrés, et un soldat lui a donné un coup de coutelas à l'épaule, lui tailladant le bras, et il s'est mis à saigner abondamment. C'est à ce moment-là que j'ai pensé : 'Nous allons mourir.' Mais alors que la camionnette s'enfonçait dans la forêt, j'ai réussi à délier mes mains. J'ai sauté du pick-up et j'ai couru dans la forêt. Les militaires ont tiré dans ma direction mais j'ai réussi à me cacher. Puis j'ai entendu des coups de feu provenant du pick-up et le cri, en twi [langue ghanéenne]: 'Que Dieu nous vienne en aide!' »

MOBILISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En octobre 2017, des organisations de défense des droits humains gambiennes et internationales, dont Human Rights Watch et TRIAL International, ont lancé la « [Coalition pour le jugement de Yahya Jammeh et ses complices](#) » (#Jammeh2Justice), qui appelle à l'ouverture de poursuites – dans le respect des normes internationales– contre l'ancien président et ceux qui portent la responsabilité la plus lourde pour les crimes commis par son gouvernement. Les 22 années de pouvoir de Jammeh ont en effet été marquées [par des abus généralisés](#), notamment des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires et des détentions arbitraires. L'ancien président s'est exilé en Guinée équatoriale en janvier 2017, après avoir perdu l'élection présidentielle de décembre 2016 face à Adama Barrow. Le 16 mai 2018, les victimes et organisations ghanéennes ont joint leur voix à cette mobilisation.

VERS UN BRAS DE FER ?

Le président Barrow a laissé entendre qu'il solliciterait l'extradition de Jammeh auprès de la Guinée équatoriale si des poursuites à son encontre étaient recommandées par la Commission vérité, réconciliation et réparations, qui doit commencer ses travaux ces prochains mois en Gambie. Toutefois, le gouvernement, ainsi que des activistes et experts internationaux, considèrent que les conditions politiques, institutionnelles et sécuritaires nécessaires ne sont pas encore réunies en Gambie pour que puisse s'y tenir un procès équitable de Yahya Jammeh qui contribuerait à la stabilité du pays et de la région.

TRIAL International est une organisation non-gouvernementale qui lutte contre l'impunité des crimes internationaux et soutient les victimes dans leur quête de justice.

TRIAL International adopte une approche innovante du droit, ouvrant un chemin vers la justice pour les survivants de souffrances indicibles. L'organisation offre une assistance juridique, saisit la justice, développe les capacités des auteurs locaux et plaide en faveur des droits humains.

media@trialinternational.org
+41 22 321 61 10
trialinternational.org
@trial

Le président de la Guinée équatoriale, Teodoro Obiang, se montre plus frileux. Après avoir déclaré en janvier 2018 : « S'il y a quelque demande [d'extradition], je vais l'analyser avec mes juristes », il a changé de ton une semaine plus tard, en affirmant vouloir protéger Yahya Jammeh de sorte à offrir « une garantie pour que les autres chefs d'Etat qui doivent quitter le pouvoir n'aient pas peur des harcèlements qu'ils pourraient subir après. »

LE DROIT INTERNATIONAL À LA RESCOUSSE

Des organisations ghanéennes ont rappelé que la Convention des Nations Unies contre la torture, ratifiée par la Guinée équatoriale, oblige un pays sur le territoire duquel se trouve une personne soupçonnée d'actes de torture, soit à référer cette personne à la justice pour enquête, soit à l'extrader.

« Notre enquête nous a permis de nous rapprocher de la vérité au sujet de cet horrible massacre », a déclaré [Bénédict De Moerloose](#), responsable du département Droit pénal et enquêtes au sein de TRIAL International. « Le moment est maintenant venu de rendre justice aux victimes et à leurs familles. »

CONTACTS MEDIAS

À Accra

Bénédict De Moerloose pour TRIAL International

(anglais, français, espagnol)

T : +41 79 192 37 44 ou +233 548 71 52 52

E : b.demoerloose@trialinternational.org

ou media@trialinternational.org

Reed Brody pour Human Rights Watch

(anglais, français, espagnol, portugais)

T : +1-917-388-6745 ou +233 54 902 2806

E : brodyr@hrw.org

À Banjul

Marion Volkmann pour la Coalition pour le jugement de Yahya Jammeh et ses complices

(anglais, français, allemand)

T : +220 212 4243

E : marionvolkmann@gmail.com

TRIAL International est une organisation non-gouvernementale qui lutte contre l'impunité des crimes internationaux et soutient les victimes dans leur quête de justice.

TRIAL International adopte une approche innovante du droit, ouvrant un chemin vers la justice pour les survivants de souffrances indicibles. L'organisation offre une assistance juridique, saisit la justice, développe les capacités des auteurs locaux et plaide en faveur des droits humains.

media@trialinternational.org
+41 22 321 61 10
trialinternational.org
@trial